



**Marché n°2025-03**

# **Entretien et dépannage des ascenseurs et des systèmes de fermetures automatisées de l'Université Rennes 2**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**












**UNIVERSITÉ  
RENNES 2**

*Direction des Ressources  
Immobilières*





Marché public - Accord-cadre de services

<b>ARTICLE 1. DÉFINITIONS .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2. OBJET DU CONTRAT .....</b>	<b>3</b>
2.1. DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....	3
2.2. INTERVENANTS.....	5
<b>ARTICLE 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT .....</b>	<b>5</b>
3.1. NATURE DE LA PRESTATION.....	5
3.2. DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU CONTRAT.....	6
3.3. ÉTABLISSEMENT DES DEVIS .....	6
3.4. PRÉSENTATION DES BONS DE COMMANDE .....	6
<b>ARTICLE 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>7</b>
4.1. DURÉE GLOBALE DU CONTRAT .....	7
4.2. RECONDUCTION .....	7
4.3. MODALITÉS DE RECONDUCTION.....	7
4.4. DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	7
4.5. DÉLAIS DE REMISE DES DOCUMENTS ET STATISTIQUES .....	8
<b>ARTICLE 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....</b>	<b>9</b>
5.1. PRIX DU CONTRAT .....	9
5.2. CONDITIONS DE PAIEMENT .....	12
<b>ARTICLE 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>14</b>
6.1. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À LA MAINTENANCE .....	14
6.2. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX TRAVAUX .....	17
6.3. VÉRIFICATION DES PRESTATIONS .....	24
6.4. DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	24
6.5. PERSONNEL .....	25
6.6. AUTRES STIPULATIONS .....	26
6.7. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR .....	27
<b>ARTICLE 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>28</b>
7.1. OBLIGATIONS COURANTES DU TITULAIRE .....	28
7.2. CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES .....	32
<b>ARTICLE 8. LITIGE ET SANCTIONS .....</b>	<b>32</b>
8.1. PENALITÉS.....	32
8.2. AUTRES STIPULATIONS .....	33
8.3. RESILIATIONS .....	34
<b>ARTICLE 9. FIN DU CONTRAT .....</b>	<b>35</b>
9.1. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	35
9.2. RESILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.....	35
9.3. CERTIFICAT DE BONNE EXÉCUTION.....	36
9.4. GARANTIE .....	36
<b>ARTICLE 10. DÉROGATIONS AU CCAG-FCS .....</b>	<b>36</b>

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Entretien et dépannage des ascenseurs et des systèmes de fermetures automatisées de l'Université Rennes 2
 Acheteur	Université Rennes 2
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
 Structure	2 lots
 Lieux d'exécution	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rennes : Campus Villejean, Campus La Harpe</li> <li>- Saint Brieuc : Campus Mazier, Gymnase de la Vallée</li> </ul>
 Durée	48 mois
 Développement durable	Clause environnementale
 Variation des prix	Révisibles
 Nature des prix	Prix mixtes

## ARTICLE 1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le <b>contrat</b> est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant qu'acheteur public. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## ARTICLE 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### 2.1.1. Objet de la prestation

Le contrat porte sur les prestations suivantes : entretien, désincarcération, dépannage et de travaux sur ascenseurs et portes automatiques du patrimoine de l'Université Rennes 2

Les objectifs du présent marché sont le respect de la réglementation, la conservation des équipements et l'amélioration du service rendu aux utilisateurs.

Les prestations sont à réaliser sur le patrimoine de l'Université Rennes 2. La liste, les adresses, les caractéristiques techniques des installations, ainsi que les prestations "travaux", objet du présent marché, sont indiquées dans le cahier des charges et ses annexes.

Le présent marché prévoit la **réalisation simultanée des objectifs suivants** :

- **La « Maintenance »**, c'est-à-dire le maintien en bon état de fonctionnement des ascenseurs et des fermetures automatiques motorisées ainsi que des conditions de sécurité imposées par les diverses réglementations.
- La maintenance comprend l'entretien, les réparations et dépannages tels que définis par :
  - **Pour les Ascenseurs :**
    - les articles R.125-2, R.125-1, R 125-2-2 et R 125-3 du Code de la Construction et de l'Habitation (décret N°2004-964 du 09 septembre 2004),
    - l'arrêté du 18 novembre 2004 concernant les prestations minimales à effectuer,
    - l'arrêté du 29 décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques sur les ascenseurs, monte-charges et élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure,
    - les prestations complémentaires indiquées au présent CCAP,
    - les prestations complémentaires indiquées au CCTP.
  - **Pour les Fermetures Automatiques et Motorisées de garages :**
    - l'arrêté du Ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire et le Ministre délégué au Logement en date du 12 novembre 1990,
    - les prestations complémentaires indiquées au présent CCAP,
    - les prestations complémentaires indiquées au CCTP.

**Les « Travaux »** qui permettent la rénovation d'ascenseurs, barrières et portes motorisées. Ils sont composés du démontage et de l'évacuation de matériels existants, de la fourniture des équipements neufs et leur installation sur site en parfait état de fonctionnement. Ces travaux seront conformes à la réglementation en vigueur et aux prescriptions indiquées au présent CCAP et au CCTP.

**La « Qualité de service »** répondant aux exigences décrites dans le présent cahier des charges comprend notamment :

- la continuité de service,
- le respect des délais,
- les informations tant aux usagers qu'à l'acheteur,
- la précision de réglages techniques sur les installations.

**L' « Obligation de Résultat »**, c'est l'engagement du titulaire à assurer le fonctionnement correct, permanent et en toute sécurité des ascenseurs et fermetures automatiques motorisées qui lui sont confiées et ce, quelles que soient les conditions, le tout dans le respect des exigences fixées par le marché. **Le Titulaire devra donc mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour répondre à son obligation de résultat, objectif de ce marché.**

### 2.1.2. Lieux d'exécution

L'accord-cadre concerne les sites suivants :

- Rennes : Campus Villejean, Campus La Harpe,
- Saint Brieuc : Campus Mazier, Gymnase de la Vallée.

Le titulaire est réputé connaître les locaux d'implantation des différents services, les possibilités d'accès et les problèmes d'installation qui pourraient en découler.

Des lieux d'exécution pourront être ajoutés ou supprimés pendant toute la durée de l'accord-cadre.



### 2.1.3. Dérogation à la clause d'exclusivité

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

Toutefois, l'acheteur se réserve le droit de mettre en concurrence le titulaire avec d'autres entreprises pour :

- l'acquisition et le remplacement de nouvelles installations ou d'installations existantes,
- des réparations dont le montant est supérieur à 3 000 € HT.

### 2.1.4. Pièces contractuelles

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Ces documents sont réputés parfaitement connus du titulaire du marché qui ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements.

## 2.2. Intervenants

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat, les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

## ARTICLE 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

### 3.1. Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

### 3.2. Décomposition de la prestation et forme du contrat

Les prestations sont décomposées comme suit en 2 lots.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Objet	Montant Maximum € HT pour la durée totale de l'AC
Lot n°1 - Entretien, désincarcération et dépannage d'ascenseurs	500 000 € HT
Lot n°2 - Entretien et dépannage des systèmes de fermetures automatisées	100 000 € HT

### 3.3. Etablissement des devis

Les prestations « hors forfait maintenance » feront l'objet de devis en application du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

La validation des devis sera matérialisée par l'émission de bons de commande qui seront notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins.

Pour les travaux ne figurant pas au BPU, le devis accepté sera obligatoirement intégré au BPU mis à jour lors de la période suivante.

### 3.4. Présentation des bons de commande

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande émis sans seuil minimal ni maximal, conformément à l'article L2125-1 du CCP et qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro du devis le cas échéant
- localisation de l'appareil à maintenir (campus, bâtiment, pièce, etc.) et les contraintes particulières éventuelles (accessibilité du site, stationnement, zone de livraison exigée,...),
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation, référence et quantité des prestations à effectuer,
- date souhaitée d'intervention ou délai d'exécution des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont l'ordonnateur des dépenses ou son représentant par délégation.

Le titulaire du marché devra considérer comme nulle, toute commande orale ou toute commande émanant d'une personne non habilitée à le faire.

## ARTICLE 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

### 4.1. Durée globale du contrat

Le contrat est conclu pour une durée ferme de **12 mois** à compter de la notification.

### 4.2. Reconduction

Le contrat est reconductible **3 fois** maximum pour une période de 12 mois.

### 4.3. Modalités de reconduction

Le contrat est reconduit de manière tacite. L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 4 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

La non-reconduction du marché ne peut ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement. Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité du marché en cours.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre.

### 4.4. Délais d'exécution

Le décompte du délai se fait à partir du signalement de la panne au titulaire (par le biais de la centrale d'appel d'astreinte) par l'acheteur via l'acheteur, l'utilisateur ou la télésurveillance du titulaire.

Le titulaire s'engage à assurer un service d'astreinte 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 y compris les jours fériés sur l'ensemble des installations objet du présent marché.

En cas de non-respect des délais contractuels, des pénalités pourront être appliquées conformément au présent CCAP.

#### 4.4.1. Délais spécifiques au lot 1

##### 4.4.1.1. Garantie de Temps d'Intervention (GTI)

##### 4.4.1.1.1. Intervention classique

Délai maximum d'intervention (24/7 y compris jours fériés) pour toute panne (GTI) :

- De 8h à 20h en semaine (hors jours fériés) : 2 heures
- En dehors de ces plages horaires : 4 heures

##### 4.4.1.1.2. Intervention avec personne bloquée

Délai maximum d'intervention (24/7 y compris jours fériés) pour toute panne avec désincarcération (GTI) : 45 minutes

A la suite d'une demande de désincarcération faite auprès du titulaire et dans le cas où celle-ci est effectuée, hors délai contractuel, par des personnes étrangères au Titulaire (notamment les Sapeurs-Pompiers), toutes dégradations éventuellement causées par ces personnes, sont à la charge du titulaire.

#### **4.4.1.2. Garantie de Temps de Rétablissement (GTR)**

Le décompte du délai se fait à compter de l'arrivée du technicien sur site.

L'organisation du titulaire pour le traitement des pannes en périodes d'astreinte doit être adaptée pour permettre le même niveau de qualité de dépannage qu'en horaires de jour/semaine :

- Sans remplacement de pièces (24/7 y compris jours fériés) : 4 heures
- Avec remplacement de pièces :
  - o Petits consommables\* : 24 heures ouvrables
  - o Pièces de rechange\*\* : 48 heures ouvrables
  - o Gros composants : 96 heures ouvrables

\*Petit consommable = pièces courantes de maintenance préventive (patins, fusibles, huile, garnitures de coulisseaux, contacteurs, différentiels, lampes et ampoules, boutons, etc...).

\*\*Pièces de rechange = pièces tenues en stock par l'entreprise afin de garantir les délais ci-dessus pour des pièces d'usure normale (serrures, ferme portes, coulisseaux, paumelles, indicateurs et afficheurs, cartes électroniques, ...).

#### **4.4.2. Délais spécifiques au lot 2**

##### **4.4.2.1. Garantie de Temps d'Intervention (GTI)**

###### **4.4.2.1.1. Intervention classique**

Délai maximum d'intervention pour toute panne (GTI) : 4 heures

###### **4.4.2.1.1. Intervention avec personne bloquée**

Délai maximum d'intervention pour toute panne avec personne bloquée à l'intérieur des parkings et garages (GTI) : 45 minutes

##### **4.4.2.2. Garantie de Temps de Rétablissement (GTR)**

La durée des travaux d'entretien et le dépannage des installations devra être aussi réduite que possible et n'excéder en aucun cas :

- Pour les travaux d'entretien : 8 heures ouvrées à compter de la demande d'intervention
- Pour les dépannages : 8 heures (24/7) à compter de la demande d'intervention

#### **4.5. Délais de remise des documents et statistiques**

L'acheteur peut demander la transmission de statistiques complémentaires pendant l'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour les transmettre.

L'absence de remise des rapports semestriels et annuels d'exploitation ci-dessous dans le mois défini est sanctionnée par une pénalité dont le montant est fixé au CCAP.



#### 4.5.1. Rapport d'activité semestriel

Un rapport d'activité semestriel (au format \*.xls) est attendu par l'acheteur. Une présentation de ces informations sera réalisée par le titulaire lors de ces réunions.

Ce rapport présentera :

- L'historique des demandes d'intervention pour dépannage. Le détail des dysfonctionnements, des heures de réception de la demande, du délai d'intervention et de l'opération réalisée devra être spécifié par installation et par demande d'intervention.
- L'historique des interventions dont le délai d'arrivée est supérieur à 4 heures avec la justification liée à ce manquement.
- Le taux d'appels et taux de panne par appareil.
- Le délai d'intervention mini/moyen/maxi.
- Le taux de disponibilité par appareil sur le semestre.
- Le listing des installations avec plus de 3 pannes sur 6 mois. Evolution sur 6 mois de ces installations.
- L'historique des visites d'entretien en détaillant les opérations réalisées et le temps passé.
- Les suggestions utiles qui permettront d'améliorer la fiabilité des installations.
- Un bilan sur le suivi des levées de réserves des organismes de contrôle ou bureau d'étude. Un détail d'avancement par installation devra être fourni.
- La mise à jour de la documentation de tout ordre (technique, etc, ...)

#### 4.5.2. Rapport d'activité annuel

En complément des réunions semestrielles, une réunion annuelle sera organisée afin de faire le bilan annuel d'exploitation et définir les axes d'intervention pour l'année à venir.

En plus des éléments présentés dans le rapport d'activité semestriel, le Titulaire devra présenter en réunion une fois par an les points suivants :

- Le récapitulatif du matériel remplacé au titre du contrat de maintenance pour chaque installation avec une valorisation financière.
- Le récapitulatif des travaux hors contrat, réalisés.
- Les propositions visant à améliorer l'installation (budget, délais de travaux...).
- La mise à jour de la documentation de tout ordre (technique, etc...).

#### 4.5.3. Compte rendu de réunions

Toute réunion entre l'acheteur et le titulaire fera l'objet d'un compte-rendu de réunion, à la charge du titulaire et diffusé sous 48 heures ouvrées après la réunion.

## ARTICLE 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

### 5.1. Prix du contrat

#### 5.1.1. Nature des prix

Les prix des prestations prévues au contrat sont mixtes, ils sont établis hors TVA et limités à 2 décimales.

Les prestations suivantes sont traitées à prix forfaitaires :

- Maintenance préventive,
- Travaux listés en Annexe 3.

Les prestations suivantes sont traitées à prix unitaires :

- Maintenance curative,

- Travaux sur devis.

## 5.1.2. Variation des prix

### 5.1.2.1. Dispositions communes

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « M<sup>0</sup> » de remise de la dernière offre, défini à l'article E de l'acte d'engagement (ATTRI1).

Les prix sont fermes la 1<sup>ère</sup> année et pourront ensuite être révisés annuellement, à la date anniversaire. La révision prendra effet à la date anniversaire du contrat. Les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum 4 décimales et le coefficient applicable à P arrondi, le cas échéant au millième supérieur.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

Les nouvelles grilles tarifaires devront être adressées, obligatoirement au format .xls, au Pôle Commande Publique ([achatsmarches@univ-rennes2.fr](mailto:achatsmarches@univ-rennes2.fr)) au plus tard **15 jours** avant la date anniversaire du marché, à défaut les prix en cours seront maintenus.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent :

- d'adopter l'indice de remplacement publié,
- si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

### 5.1.2.2. Prix relatifs à la maintenance

Les index de référence choisis en raison leur de la structure pour la variation des prix des prestations faisant l'objet du marché sont :

- ICHT-IME : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques
- FSD2 : Frais et services divers - modèle de référence n°2

Les prix pourront être révisés selon les conditions prédéfinies par application de la formule :

$$P = P^0 \times (0,15 + [0,7 \times (ICHT-IME^n / ICHT-IME^0)] + [0,15 \times (FSD2^n / FSD2^0)])$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé.
- P<sup>0</sup> est le prix initial du marché.
- ICHT-IME<sup>n</sup> = valeur du dernier indice connu à la date de révision des prix de l'indice ICHT-IME,
- ICHT-IME<sup>0</sup> = valeur de l'indice initial de l'indice ICHT-IME correspondant au mois M<sup>0</sup>,
- FSD2<sup>n</sup> = valeur du dernier indice connu à la date de révision des prix de l'indice FSD2,
- FSD2<sup>0</sup> = valeur de l'indice initial de l'indice FSD2 correspondant au mois M<sup>0</sup>.

### 5.1.2.3. Prix relatifs aux travaux

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la variation des prix des travaux faisant l'objet du marché est : BT48 (Index du bâtiment – Ascenseurs).

Les prix pourront être révisés selon les conditions prédéfinies par application de la formule :

$$P = P^0 \times (0,2 + 0,8 \times (BT48^n / BT48^0))$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé.
- P<sup>0</sup> est le prix initial du marché.

- BT48<sup>n</sup> = valeur du dernier indice connu à la date de révision des prix de l'indice BT48
- BT48<sup>0</sup> = valeur de l'indice initial de l'indice BT48 correspondant au mois M<sup>0</sup>.

### 5.1.3. Clause de sauvegarde

L'augmentation moyenne des prix des produits est limitée à 3% maximum par an. L'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date anniversaire du marché, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3 % par an.

### 5.1.4. Contenu des prix

#### 5.1.4.1. Dispositions communes

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales, parafiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires
- l'ensemble des sujétions nécessaires au bon déroulement du présent marché, notamment les frais afférents à la main d'œuvre, au secrétariat, à l'élaboration de rapports, aux fournitures nécessaires à l'exécution des prestations, aux déplacements et au transport jusqu'au lieu d'exécution.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix pour travaux ou prestations supplémentaires éventuels qu'il aura l'obligation d'exécuter et qui seraient consécutifs au redressement à un manque de conformité du projet par rapport aux exigences réglementaires définies pour le présent marché.

#### 5.1.4.1. Dispositions spécifiques à la maintenance

Les prix de la maintenance incluent également :

- la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, les frais de traitement des appels, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement.

Les prestations d'entretien telles que définies au CCTP et au présent CCAP seront rémunérées par installation, moyennant un prix forfaitaire annuel dont le détail est donné dans l'Annexe - DPGF Maintenance/ Entretien propre à chaque lot.

#### 5.1.4.2. Dispositions spécifiques aux travaux

Les prix des travaux incluent également :

- toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux (main d'œuvre, déplacement...), y compris les frais généraux, impôts et taxes,
- les obligations résultant de l'application des prescriptions de l'ensemble des documents contractuels
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le bordereau de prix est réputé prendre en compte la main d'œuvre, la fourniture, la dépose, l'évacuation, le traitement des déchets et la pose des articles qui y sont nommés. Le même prix sera pratiqué indifféremment qu'il s'agisse d'un remplacement ou d'une nouvelle installation. Sauf indication contraire dans le BPU.

### 5.1.5. TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## 5.2. Conditions de paiement

### 5.2.1. Avance

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le taux de cette avance est fixé, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du CCP, à :

- 5% si le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une PME,
- 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 50% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

### 5.2.2. Paiement des membres du groupement

En application de l'article 12.1.1 du CCAG-FCS, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

### 5.2.3. Présentation des demandes de paiement

#### 5.2.3.1. Généralités

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'un retour et entraînera une suspension du délai de paiement.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Le titulaire devra avertir sans délai l'acheteur de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile en s'adressant à [servicefacturier@univ-rennes2.fr](mailto:servicefacturier@univ-rennes2.fr) et [achatsmarches@univ-rennes2.fr](mailto:achatsmarches@univ-rennes2.fr).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le titulaire au titre du présent marché doit obligatoirement comporter les mentions suivantes sous peine de rejet :

- le numéro du bon de commande (BC) de l'Université Rennes 2, à 10 chiffres commençant par 45 (ex : 4500....),
- la référence SIFAC du marché (communiquée au titulaire du marché dans le courrier de notification),
- le numéro du lot concerné (le cas échéant),
- l'adresse de livraison de la commande,
- la date et le numéro de facture,
- le taux et le montant de la TVA,
- le numéro de TVA intracommunautaire,

- le RIB ou l'IBAN,
- le numéro SIRET, forme juridique et capital du créancier,
- les nom, raison sociale et adresse du créancier,
- la nature, la quantité et le prix € HT des éléments facturés,
- le cas échéant, l'application des réfections, rabais ou remises,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur, le montant des prestations effectuées,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix,
- la date d'exécution des prestations.

## **5.2.4. Périodicité des paiements**

### **5.2.4.1. Prestations de maintenance**

Les prestations annuelles d'entretien et de dépannage seront rémunérées trimestriellement à terme échu. Les quantités d'équipement indiquées au présent CCAP ne sont données qu'à titre indicatif. Chaque année, un recensement des équipements pourra donner lieu à l'ajout de nouvel équipement. En cas d'ajout d'équipement en cours d'année, ces derniers feront, dans les mêmes conditions, l'objet d'un avenant.

### **5.2.4.2. Prestations de travaux**

Chaque commande fera l'objet d'une facture établie au vu du rapport d'intervention correspondant et ce, après admission de la totalité des prestations par l'acheteur.

## **5.2.5. Remise des demandes de paiement**

En application de l'article L2392-2 du CCP et de l'article 193 de la Loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures doivent être émises par un envoi électronique sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations particulières nécessaires à la transmission des factures via Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'Université Rennes 2 : 193 509 379 00015,
- le numéro d'engagement : la référence du bon de commande (débutant par 4500...),
- le numéro SIFAC du marché (communiqué au titulaire du marché dans le courrier de notification).

## **5.2.6. Délai de paiement**

Les factures seront payées, sous réserve de conformité et après service fait, dans un délai de 30 jours à compter de leur date de réception par l'acheteur.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage, conformément à l'article R2192-31 du CCP.

## ARTICLE 6. REALISATION DES PRESTATIONS

### 6.1. Dispositions spécifiques à la maintenance

#### 6.1.1. Modalités d'exécution

##### 6.1.1.1. Prise en charge des installations

Les installations sont prises en charge par le titulaire à la date de début du marché.

Le titulaire se doit de prendre en charge les installations telles qu'elles sont et se déclare être parfaitement informé de la constitution des bâtiments et de la consistance des installations dont il doit assurer l'entretien. Il ne pourra donc, sous aucun prétexte, pour oubli ou autres raisons, réclamer un supplément financier ou de quelque sorte qu'il soit.

Par ailleurs, dans le cas où le présent marché serait relatif à l'entretien d'installations neuves ou rénovées partiellement par une autre entreprise que celle du titulaire, ce dernier est tenu d'assister à la réception des travaux et de notifier ses observations ou réserves éventuelles à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 5 jours après la visite de réception.

##### 6.1.1.2. Accès aux immeubles et machineries

L'accès aux campus fera l'objet d'une mise à disposition de clefs et badges, autorisant l'accès hors de la période d'ouverture habituelle du site, s'il est nécessaire.

Les badges et clefs seront remis au titulaire sous son entière responsabilité. Il lui est formellement interdit d'en faire un usage autre que celui pour lequel ils lui ont été confiés.

Lors de son arrivée sur site, le technicien du titulaire prendra possession d'un trousseau de clefs et un badge contre signature.

En cas de perte ou vol d'un badge, le titulaire avisera aussitôt l'acheteur ; une pénalité sera appliquée conformément au CCAP.

##### 6.1.1.2.1. Dispositions spécifiques pour le lot 1 :

En cas de perte ou vol d'une ou plusieurs clés, le titulaire avisera aussitôt l'acheteur. Il sera demandé au titulaire de remplacer à sa charge non seulement lesdites clés mais aussi l'ensemble des cylindres de serrures afférentes, ce avec le même niveau de sécurité et techniquement similaire. Un devis de remplacement des clefs ainsi que des cylindres de serrures sera fourni par l'acheteur au titulaire qui sera dès lors tenu de régler l'intégralité des frais occasionnés sous 5 jours ouvrés.

Le remplacement des équipements se fera avec du matériel identique à celui concerné par la perte ou le vol.

Le titulaire devra prendre en charge toutes les dispositions transitoires nécessaires et arrêtées en commun dès le constat de perte ou de vol afin de garder un niveau de sécurité élevé. Cela pourra aller de la fourniture de cylindres provisoires jusqu'à la présence d'un agent de sécurité 24 heures sur 24 jusqu'au rétablissement du préjudice.

En cas de non-respect du remplacement du matériel sous les 10 jours ouvrés suite à la perte ou vol d'une ou plusieurs clefs et de l'application des dispositions transitoires, une pénalité sera appliquée conformément au CCAP.

Si le titulaire souhaite installer un dispositif particulier (tubes scellés dans le mur par exemple), il devra auparavant demander l'accord de l'acheteur. Néanmoins, il est précisé que tous les travaux comme



définis ci-dessus, resteront à la charge du titulaire et ne seront en aucun cas payés par l'acheteur.

Se reporter à l'article 7.1.3 Assurances.

#### **6.1.1.2.2. Dispositions spécifiques pour le lot 2 :**

Pour des raisons de sécurité, l'acheteur ne mettra pas de passe névralgique à disposition du titulaire.

En fin de journée et avant son départ du site, le titulaire sera tenu de remettre impérativement à l'acheteur l'intégralité des moyens d'accès (badges et clés) qui lui ont été confiés en début de journée.

En cas de perte ou de vol de ces moyens d'accès, le titulaire avisera aussitôt l'acheteur de l'exemplaire manquant. En cas de perte de clefs, Il devra remplacer à sa charge les clefs perdues ou volées ainsi que les canons de serrure ouverts par ce pass.

#### **6.1.1.3. Visites de maintenance**

La maintenance des installations doit être effectuée pendant les jours ouvrés et aux heures ouvrées de l'acheteur.

La date de la visite, ainsi que les nom et signature du technicien sont portés sur le carnet de maintenance laissé à demeure dans le local des ascenseurs ou dans le coffret de manœuvre (fermetures automatiques motorisées).

Les conditions de maintenance sont spécifiées dans le CCTP propre à chacun des lots.

En cas d'absence de réalisation de l'entretien et de la maintenance des équipements conformément aux prescriptions des CCTP et CCAP ainsi que de leurs annexes, des pénalités pourront être appliquées au conformément au présent CCAP.

#### **6.1.1.4. Suspension de facturation et modification du nombre d'appareils**

En cas de suppression ou ajout d'une ou plusieurs installations en cours de marché, l'acheteur établira un avenant au présent marché.

### **6.1.2. Définition des prestations**

Les prestations à exécuter sont définies au présent et au CCTP propre à chacun des lots. Elles seront exécutées pendant toute la durée du contrat conformément aux modalités présentées par le titulaire dans son offre.

#### **6.1.2.1. Visites périodiques**

La nature des prestations à réaliser, ainsi que le rythme et la fréquence des visites périodiques sont précisés au CCTP propre à chacun des lots.

#### **6.1.2.2. Prestations d'entretien et de dépannage**

Ces prestations d'entretien et de dépannage pourront être réalisées soit :

- lors d'une visite périodique si un dysfonctionnement est constaté ;
- suite à un simple appel émis par un représentant de l'acheteur ;

Ces prestations d'entretien et de dépannage incluent notamment une obligation d'astreinte 24h/24 et 7j/7, soir, nuit, week-ends et jours fériés.

Pour chaque appel téléphonique, le titulaire est tenu de noter la date et l'heure de l'appel, le nom et la qualité de la personne et son numéro de téléphone. Ces renseignements devront être impérativement indiqués sur le rapport d'intervention.

#### **6.1.2.3. Intervention sur sinistre, vandalisme et de remplacement de motorisation**

Ces prestations seront réalisées dans les cas d'exclusion indiqués dans le marché d'entretien visé ci-dessus.

Les réparations n'entrant pas dans le cadre du marché d'entretien (cas particuliers des sinistres, vandalisme et remplacement de motorisation) pourront être réalisées soit sur proposition du titulaire s'il constate une anomalie lors d'une visite périodique ou d'un dépannage, soit sur demande expresse de l'acheteur.

Ces prestations devront être réalisées dans les conditions suivantes :

1. Constat par l'acheteur de la défaillance du système de motorisation ou de la dégradation ou détérioration consécutive à un acte de vandalisme ou sinistre, sous 24 heures calendaires à compter de l'appel de l'acheteur, formalisé par un document daté et signé du titulaire et de l'acheteur,
2. Devis émanant du titulaire (sous 48 heures ouvrés) à compter du constat par le titulaire,
3. Émission d'un bon de commande par l'acheteur.

Le coût relatif à l'exécution de cette prestation est calculé par application de l'Annexe BPU propre à chacun des lots.

#### **6.1.3. Disponibilité des pièces de rechange**

Le titulaire devra constituer un stock de pièces détachées lui permettant de garantir une remise en service des installations dans les délais impartis. Il doit être composé de pièces faisant partie de la garantie couverte par le contrat d'entretien et de pièces facturables non couvertes par ledit contrat.

Ce stock sera entreposé dans les locaux du titulaire.

##### **6.1.3.1. Dispositions spécifiques au lot 1**

Sur simple demande de l'acheteur, la liste des équipements stockés doit pouvoir être transmise.

En fonction de la vétusté de l'ascenseur, le titulaire s'engage à fournir les pièces de rechange des ascenseurs pendant une durée de :

- 15 ans pour les composants électroniques,
- 20 ans pour les composants électromécaniques
- 30 ans pour les composants mécaniques

Cette durée de disponibilité est calculée à compter de la date d'installation de l'appareil ou de la modernisation du composant considéré le cas échéant.

Le titulaire s'engage à fournir l'ensemble des pièces de rechange ou kit d'adaptation de chaque ascenseur de marque autres que celles vendues et installées par lui-même selon les disponibilités indiquées par les sociétés concurrentes concernées.

### 6.1.3.2. Dispositions spécifiques au lot 2

Le Titulaire est vigilant sur les pièces et matériels dont il dispose, afin de satisfaire à ses obligations contractuelles. A chaque utilisation des stocks, ceux-ci sont immédiatement reconstitués.

Le Titulaire s'engage à fournir l'ensemble des pièces de rechange de chaque appareil de marque autres que celles vendues et installées par lui-même, selon les disponibilités indiquées par les sociétés concurrentes concernées.

La fourniture et la pose des pièces hors contrat, font l'objet de facturation supplémentaire selon l'Annexe 6 - BPU Travaux.

Au-delà des délais indiqués ci-dessus, et dans le cas où le titulaire n'est plus en mesure de fournir une pièce, il propose à l'acheteur la réalisation de travaux de modernisation. L'offre est présentée sous forme détaillée en prix et prestations dans le respect des délais contractuels de GTR.

## 6.2. Dispositions spécifiques aux travaux

### 6.2.1. Périmètre

Tous les devis seront établis par le titulaire en appliquant le taux horaire contractuel (y compris pour des prestations hors bordereau), celui-ci étant indiqué dans le bordereau de prix unitaires applicable à chacun des lots, en ce qui le concerne.

#### 6.2.1.1. Sur proposition du titulaire

Si, lors d'une visite périodique ou d'une intervention de dépannage, le titulaire constate un dysfonctionnement nécessitant une intervention non prévue dans le marché d'entretien, celui-ci devra en informer l'acheteur en joignant à son rapport d'intervention un devis détaillé des prestations à réaliser, dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de visite.

Ce devis devra :

- être établi sur la base de l'Annexe BPU propre à chacun des lots,
- impérativement préciser les délais d'exécution préconisés en fonction de l'urgence de la situation.

Les interventions ne pourront être réalisées qu'après validation du devis et émission d'un bon de commande correspondant.

**IMPORTANT** : En cas d'urgence mettant en jeu la sécurité des utilisateurs ou des installations, le titulaire devra alerter immédiatement l'acheteur (PC sécurité) en détaillant la gravité de la situation et notamment :

- problème rencontré,
- risques encourus,
- solution technique préconisée,
- délai d'intervention,
- nécessité de la présence d'un représentant de l'acheteur ou des services de secours, ...

Si et seulement si la situation d'urgence est alors reconnue par le représentant de l'acheteur, les solutions préconisées par le titulaire pourront alors être mises en œuvre dans les conditions ainsi déterminées lors d'un rendez-vous d'urgence. Le devis sera alors établi rétroactivement.

#### 6.2.1.2. À la demande de l'acheteur

Si l'acheteur l'estime nécessaire, il pourra demander au titulaire d'exécuter des prestations, soit :

- En application directe des prestations et tarifs précisés dans le bordereau de prix unitaires propre à chacun des lots,
- Suite à une demande de devis incluant les délais d'exécution si les prestations ne sont pas

prévues dans le bordereau de prix unitaires propre à chacun des lots.

Les interventions ne pourront être réalisées qu'après validation du devis et émission d'un bon de commande correspondant.

## **6.2.2. Préparation – coordination et exécution des travaux**

### **6.2.2.1. Période de préparation – Programme d'exécution des prestations**

Il est fixé une période de préparation de deux mois inclus dans le délai d'exécution global des travaux, d'une durée de :

- Lot 1 : 2 mois
- Lot 2 : 1 mois

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

Dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention, Maître d'ouvrage et titulaire(s) doivent effectuer, pendant la période de préparation, les opérations suivantes :

- le maître d'ouvrage a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune à laquelle participe le ou les titulaires.
- le ou les titulaire(s) participe(ent) à l'inspection commune préalable des lieux de travail, des installations et des matériaux conformément à l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail.
- le ou les titulaire(s) analyse(ent) les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions;
- le ou les titulaire(s) élabore(nt), conjointement avec le maître de l'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire.

### **6.2.2.2. Calendrier détaillé d'exécution**

#### **6.2.2.2.1. Planning général**

Le planning d'exécution sera élaboré par le Titulaire pour être soumis au représentant de l'acheteur, dans un délai d'1 mois calendaire à compter de la date de notification du marché, et à chaque date anniversaire du contrat. Il devra également détailler les prestations assurées par les sous-traitants éventuels.

#### **6.2.2.2.2. Planning par installation**

Ce document fera apparaître par appareil (on entend par équipement une installation répondant à une unité fonctionnelle, par exemple un ascenseur ou une fermeture motorisée):

- le délai d'approvisionnement du matériel,
- l'installation de l'équipement avec découpage par phase (démontage des installations existantes, période d'arrêt total, partiel, etc...). la date de fin de l'installation de l'équipement avec précision notamment des dates d'essais et de mise en service

Le délai d'exécution par installation commence à la date d'effet portée sur le planning.

**Après d'éventuelles modifications et approbation par le représentant de l'acheteur, ces documents deviendront contractuels.**

Le Titulaire est responsable des temps de fabrication et des délais nécessaires à la livraison sur les sites. Il doit, en outre, réserver les équipes suffisantes pour réaliser dans le temps qui lui est imparti et selon le planning prévisionnel d'intervention accepté par lui, toutes les interventions décrites au CCTP.

Au cours de l'intervention et avec l'accord du titulaire, l'acheteur peut modifier le calendrier dans la limite du délai global d'exécution.

Dans le cas d'une prolongation de délai de travaux ou de décalage du début des travaux, Le Titulaire demandera l'accord du représentant de l'acheteur et procédera aux modifications de planning correspondant.

#### **6.2.2.3. Prolongation du délai d'exécution**

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, est égal à zéro.

Une prolongation du délai de réalisation d'une phase des travaux ou le report du début des travaux peut être justifié par :

- un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus;
- une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier dûment justifiée par Le Titulaire et validée par le représentant de l'acheteur;
- un ajournement de travaux décidé par le représentant de l'acheteur;
- un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge de l'acheteur ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché,

L'importance de la prolongation ou du report est proposée par le représentant de l'acheteur ou le maître d'œuvre désigné après avis du titulaire, et décidé par le représentant de l'acheteur qui la notifie au titulaire.

#### **6.2.2.4. Reconnaissance des existants**

Le Titulaire est réputé avoir, avant remise de son offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants. Cette reconnaissance à effectuer porte notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état général des existants et leur degré de conservation
- l'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant
- la nature des matériaux constituant les existants
- les principes constructifs des existants, et plus particulièrement les structures porteuses
- la nature et la constitution des planchers et leur flexibilité

Le Titulaire est donc réputé avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Son offre est donc réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires. Aucun supplément n'est donc accepté, Le Titulaire étant totalement responsable de toutes les prévisions et sujétions de travaux non décrites sur descriptifs

#### **6.2.2.5. Installations de chantier**

**Il est rappelé que ces travaux se dérouleront sur site occupé.**

En conséquence le titulaire prendra toutes dispositions nécessaires à la sécurité des usagers, notamment au moment de la livraison du matériel et pendant toute la durée du chantier.

Le Titulaire est responsable des installations de chantier provisoires qu'il aura éventuellement installé. Le plan de prévention indiquera les modalités de mise à disposition des éléments d'usage des techniciens (toilettes, lavabos, vestiaire, etc...)

En cas de nécessité (local, benne, etc...), le Titulaire fera son affaire de toute demande de délivrance des autorisations administratives, telles que les autorisations d'occupation temporaire du domaine public, par exemple.

Le représentant de l'acheteur (ou le maître d'œuvre le cas échéant) pourra, dans la mesure du possible, apporter leur concours au titulaire pour lui faciliter l'obtention des autorisations dont il aurait besoin,

Néanmoins, il est précisé que tous les frais afférents à ces mesures restent à la charge du titulaire.

Lors de toute exécution de travaux dans les existants, le Titulaire doit prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité. Il prend les dispositions nécessaires pour assurer la protection des locaux dans lesquels sont réalisés des travaux ou ceux utilisés pour le passage, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Ces locaux peuvent être, selon les cas, protégés par des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastique, des écrans anti-poussière, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires. Toutes ces protections doivent être efficaces et être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le Pouvoir Adjudicateur se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par le Titulaire lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre doivent être telles que les ouvrages conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition au titulaire en début de travaux. Dans le cas contraire, le Titulaire a à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avèrent nécessaires.

Le Titulaire prend contact en temps utile avec le représentant de l'acheteur pour se renseigner sur les conditions particulières qui peuvent lui être imposées pour l'exécution de ces travaux. Il pose toute la signalisation et l'information nécessaires en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier. Toutes les mesures doivent être prises par Le Titulaire pour garantir dans tous les cas la sécurité des usagers.

#### **6.2.2.6. Réunions de chantier**

Le Titulaire ou son représentant se rend sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis par le représentant de l'acheteur ou le maître d'œuvre désigné. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

#### **6.2.2.7. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est à prévoir pour cette opération. Elle fait cependant l'objet d'un plan de prévention au sens des dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992.

##### **6.2.2.7.1. Principes généraux**

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

##### **6.2.2.7.2. Obligations du Maître de l'ouvrage**

Le maître d'ouvrage a l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.



### **6.2.2.7.3. Obligations du titulaire**

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections.

### **6.2.2.7.4. Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

## **6.2.3. Vols, pertes et avaries**

Il n'est alloué au titulaire aucune indemnité au titre des vols, pertes, avaries ou dommages causés par sa négligence, son imprévoyance, son défaut de moyens de protection ou ses fausses manœuvres.

Le Titulaire doit prendre à ses frais, risques et périls les dispositions nécessaires pour que les approvisionnements, matériels, installations de chantier, outillages etc...ne puissent être enlevés ou endommagés.

Aucune indemnité ne peut être accordée au titulaire pour perte totale ou partielle de son matériel suite à un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible, les frais d'assurance de ce matériel étant réputés compris dans les prix du marché.

## **6.2.4. Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits.**

### **6.2.4.1. Provenance des matériaux et produits.**

Le Titulaire est tenu de mettre à la disposition du représentant de l'acheteur ou au maître d'œuvre désigné, les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre. Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence au CCTP et textes qui y sont indiqués.

Les documents justificatifs doivent être rédigés en Français ou être accompagnés de leur traduction en français s'il s'agit de documents originaux établis dans une autre langue.

Le Titulaire ne peut utiliser des matériaux, produits ou composants d'une qualité inférieure (ou de performance inférieure) de celle qui est fixée par le marché que si le représentant de l'acheteur ou le maître d'œuvre l'y autorise par écrit.

Le représentant de l'acheteur ou le maître d'œuvre désigné disposent d'un délai de trente jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix.

Si le représentant de l'acheteur ou le maître d'œuvre désigné subordonnent leur autorisation à l'acceptation par Le Titulaire d'une réfaction déterminée Le Titulaire ne peut contester les prix traduisant cette réfaction.

#### **6.2.4.2. Echantillons**

La production d'échantillons de produit est soumise à la volonté du représentant de l'acheteur ou du maître d'œuvre désigné et selon la définition prévue aux CCTP

#### **6.2.4.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.**

Le représentant de l'acheteur ou le maître d'œuvre désigné peuvent décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché, notamment en cas de désaccord entre les deux parties. Ces essais et vérifications sont à la charge du titulaire. S'il apparaît que les résultats ne sont pas conformes aux exigences du marché, les frais relatifs à ces essais seront à la charge du titulaire, dans le cas contraire, ils resteront à la charge de l'acheteur.

#### **6.2.5. Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail.**

Le Titulaire établit, d'après les documents particuliers du marché, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail, schémas, etc.

A cet effet, le Titulaire fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir les mesures de stabilité et de résistance.

Le Titulaire est tenu de transmettre au représentant de l'acheteur ou au maître d'œuvre désigné, les éléments que celui-ci demande pour l'établissement du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO).

Les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins ou à la diligence du Titulaire sont soumis et/ou adressés au représentant de l'acheteur ou au maître d'œuvre désigné pour avis éventuel. La délivrance et l'avis du représentant de l'acheteur ou du maître d'œuvre désigné ne dégage pas le titulaire de sa responsabilité.

#### **6.2.6. Essais et épreuves**

La conformité des matériaux, produits et composants aux spécifications du marché peut être établie par toute attestation délivrée par un organisme certifié ainsi que par les essais et épreuves tels que définis dans le C.C.T.P, notamment par référence à des textes.

A défaut d'indication, dans le marché ou dans les normes, des modes opératoires à utiliser, ceux-ci font l'objet de propositions écrites du titulaire soumises à l'acceptation du maître d'œuvre.

#### **6.2.7. Essais - Opération préalable à la réception - Réception**

##### **6.2.7.1. Essais**

La main d'œuvre et le matériel nécessaire aux essais sont à la charge du présent marché.

Dès la fin des travaux et avant la remise en service de l'ascenseur, Le Titulaire réalisera tous les essais réglementaires et nécessaires au bon fonctionnement en toute sécurité des installations. Avant la mise en service de l'appareil et après les essais, Le Titulaire remplira les rapports résultants de ces essais (documents à réaliser par l'entreprise) complétés des procès-verbaux prévus dans les documents techniques COPREC.

Ces documents feront apparaître :

- Le résultat des essais réalisés
- La date,
- Le nom, cachet et signature du responsable des travaux

Le Titulaire adressera ces documents au représentant de l'acheteur et au maitre d'œuvre désigné avant le contrôle de fin de travaux.

En cas d'incident ou d'accident survenant à toute personne pendant ces essais, l'entreprise sera seule et pleinement responsable.

#### **6.2.7.2. Opération préalable à la réception**

Les opérations préalables à la réception seront réalisées après les essais et la réception des documents en résultant.

Elles seront effectuées par le représentant de l'acheteur et/ou le maitre d'œuvre désigné en présence du titulaire et sous sa responsabilité.

Elles comprendront notamment la vérification :

- de la conformité aux normes et documents contractuels,
- des équipements : cabine, contrepoids, appareillages divers,
- des appareillages paliers,
- du matériel en gaine,
- du matériel en machinerie,
- éventuellement des temps techniques, - des essais de fonctionnement.

Ces vérifications feront l'objet d'un compte rendu rédigé par le représentant de l'acheteur ou le maitre d'œuvre désigné et adressé au titulaire sous 48 heures.

Toutes les remarques émises dans ce compte rendu, devront être levées dans les 30 jours calendaires.

A l'expiration de ce délai, une nouvelle visite sera effectuée.

A l'occasion des vérifications, si celles-ci n'étaient pas satisfaisantes, l'installation pourra être en toute ou partie refusée. Le Titulaire sera tenu d'enlever et de remplacer à ses frais et dans les délais fixés les matériels refusés pour obtenir les résultats contractuels.

#### **6.2.8. Réception**

La réception aura lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de chaque phase. L'entreprise avisera la personne responsable du marché de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Le maitre d'œuvre désigné propose à l'acheteur de prononcer la réception avec, ou sans réserve.

S'il prononce la réception sans réserve, l'acheteur fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les 30 jours calendaires suivant la date du procès-verbal.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Lorsque la réception est assortie de réserves, Le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le représentant de l'acheteur ou du maitre d'œuvre désigné.

S'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, Le Pouvoir Adjudicateur peut décider de prononcer la réception, sous réserve que Le Titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas un mois

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, Le Pouvoir Adjudicateur peut, eu égard à la

faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si Le Titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, Le Titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Toute prise de possession des ouvrages par le maître de l'ouvrage doit être précédée de leur réception.

La date indiquée sur le procès-verbal de réception indique le départ de la période de garantie.

#### **6.2.9. Délai de contestation du bon de commande (prestations hors forfait)**

Les prestations hors forfait (travaux) à réaliser seront notifiées par bon de commande.

La durée des réalisations sera notifiée sur chaque Bon de commande. Après 7 jours sans réclamation, cette durée deviendra contractuelle vis-à-vis du présent marché.

### **6.3. Vérification des prestations**

#### **6.3.1. Niveau d'obligation prévu au contrat**

Du fait de l'objet du contrat, le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

#### **6.3.2. Opérations de vérification des prestations**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

#### **6.3.3. Personnes en charge des vérifications des prestations**

Par dérogation aux articles 28.2, 29 et 30 du CCAG-FCS, les opérations de vérification quantitative et qualitative ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par le représentant de l'acheteur.

### **6.4. Développement durable**

#### **6.4.1. Gestion des déchets**

L'élimination des déchets créés par les travaux objet du marché, y compris le matériel déposé, est de la responsabilité du titulaire, pendant la durée du marché.

Le Titulaire effectue les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation

des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le représentant de l'acheteur transmet au titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information qu'il juge utile pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant de l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, seront transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Le Titulaire est tenu de respecter l'organisation de la gestion des déchets sur le site et de veiller à ce que le tri des déchets soit effectif en vertu des textes en vigueur. A cet égard, Le Titulaire prend en charge l'élimination des déchets. Il en assure le tri, le transport et leur dépose dans les filières de traitement, de stockage et de valorisation appropriés. Il transmettra dès que possible dès la fin des travaux le quitus des bordereaux de suivi des déchets attestant de leur élimination, de la quantité déposée, ce document étant signé par le gestionnaire de l'unité réceptrice.

#### **6.4.2. Protection de l'environnement**

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant de l'acheteur. A cet effet, Le Titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le représentant de l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

### **6.5. Personnel**

#### **6.5.1. Encadrement du personnel**

Le titulaire devra obligatoirement affecter en permanence au chantier, un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du marché.

Il sera assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces et il devra se rendre aux convocations de l'acheteur en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place.

#### **6.5.2. Formation**

Le titulaire emploie, sous sa seule responsabilité, des techniciens ayant l'expérience requise pour les prestations et utilise les outils et les méthodes de maintenance nécessaires à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à disposer à tout moment d'un personnel en règle avec la législation en vigueur et à s'acquitter notamment de l'ensemble des obligations dues en application du code du travail.

Le Titulaire justifie de la formation de chaque technicien affecté au contrat (expérience minimale de 2 ans - ou un an si la personne justifie d'une formation diplômante., formation aux technologies de la

ournée, risques amiante, habilitation électrique, ...)

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le Titulaire produit au démarrage du marché puis sur simple demande de l'acheteur ou de son représentant les justificatifs des formations réglementaires exigibles par :

- Décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 modifié (habilitation électrique)
- Arrêté du 23 février 2012 relatif aux modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante au titre de la sous-section 4 selon la nature des travaux réalisés en cours de marché,
- Décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 (information sur le travail en hauteur et formation au port de l'Équipement de Protection Individuel EPI)

### **6.5.3. Tenue du personnel**

Le personnel du titulaire est doté des équipements nécessaires pour la bonne exécution des prestations dans des conditions normales de sécurité. Ces équipements respectent les exigences du code du travail et les périodicités de révision.

Ainsi, le personnel d'exécution devra être doté d'un vêtement de travail adéquat ainsi que de tous les EPI appropriés, y compris des chaussures de sécurité.

De plus, dans le cadre des mesures du plan Vigipirate applicable à l'établissement, le personnel du titulaire (encadrant et exécutant) a l'obligation d'être en possession de façon permanente et lors de chaque intervention d'une carte professionnelle ainsi que d'un vêtement de travail sérigraphié au nom de l'entreprise titulaire. Il devra être en mesure de présenter sa carte professionnelle sur simple demande de l'acheteur ou de son représentant.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

L'acheteur ou son représentant se réserve le droit d'interdire l'accès d'un technicien aux installations s'il estime que celui-ci ne respecte pas les règles élémentaires de sécurité ou d'identification.

## **6.6. Autres stipulations**

### **6.6.1. Dématérialisation du suivi**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours calendaires à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours calendaires après.

### **6.6.2. Carnet d'entretien**

Conformément au III de l'article l'article R 134-7 du CCH, le choix de l'acheteur s'est porté sur un carnet d'entretien à laisser à disposition dans le local des machines. Chaque intervention sur l'installation doit y figurer, et il comportera notamment :

- les date et heures d'arrivée et de départ du technicien, les date et heures des visites d'entretien,
- la nature des interventions, ainsi que toutes observations effectuées au titre de
- L'entretien, la nature des travaux, modifications, remplacements de pièces, effectués au titre de l'entretien, les modifications de toute nature apportées à l'installation, les mises en conformité ou modernisations, la cause des incidents, la consistance des réparations effectuées au titre du dépannage, les noms et signatures des techniciens intervenants.

Les références du contrat d'entretien et sa date d'échéance seront inscrites dans le carnet. Les



informations indiquées seront clairement renseignées.

L'utilisation de codes et abréviations est interdite.

Un carnet d'entretien électronique pourra être utilisé en complément, mais en aucun cas, il ne se substituera au carnet d'entretien papier déposé dans le local des machines ou le coffret de manœuvre.

### **6.6.3. Vérifications Techniques**

L'acheteur se réserve le droit de faire effectuer à tout moment, par un organisme de son choix, les expertises (audit technique, contrôles technique, ERP / IGH, réception, étude de travaux, mise en sécurité d'installation : pompage de fond de fosse...) qu'il estimerait nécessaires. L'acheteur impose que les contrôles techniques quinquennaux se fassent en présence du titulaire.

En conséquence, Le Titulaire s'engage à être représenté par le personnel entretenant l'installation concernée et ce au titre de son contrat. Cette personne devra être capable de satisfaire à tous les essais ou renseignements qui pourraient lui être demandés.

Ces contrôles et vérifications ne dégagent en rien la responsabilité du titulaire qui demeure pleine et entière.

Si ces vérifications ou contrôles révélaient que l'entretien n'est pas effectué conformément aux prescriptions du présent marché, elles entraîneraient des pénalités prévues au présent CCAP et la prise en charge financière de l'expertise sur l'installation concernée incomberait alors au titulaire.

### **6.6.4. Clause de réexamen et modifications du contrat**

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par avenant après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG-FCS.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une clause d'évolution des prix. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

L'acheteur peut, sans pénalité, modifier (en plus ou en moins) le nombre d'appareils de chaque site en fonction des rachats de patrimoine, de vente d'immeubles ou de modification ou destruction d'un bâtiment. Le contrat est alors modifié en fonction du type et du nombre d'appareil restant.

## **6.7. Obligations de l'acheteur**

### **6.7.1. Amiante**

Par ailleurs, l'acheteur s'engage à indiquer au titulaire toute présence d'amiante et/ou de plomb dans le bâtiment où se situent les appareils objets du contrat, et plus généralement tous les risques sanitaires pouvant survenir dans son établissement.

A cette fin, les DTA et CREP seront transmis sur demande sur support numérique contre récépissé.

### **6.7.2. Accès aux locaux**

L'acheteur garantit au Titulaire le libre accès en toute sécurité à ses installations de façon à lui permettre d'assurer les prestations à tout moment.

### **6.7.3. Remise de la documentation**

A la signature du contrat, l'acheteur remet dans la mesure du possible au titulaire toutes notices existantes de fabricants ou instructions établies par un éventuel titulaire précédent relatives aux ascenseurs, portes automatique, barrières, rideaux concernés. L'acheteur pourra remettre au titulaire, si ce dernier en formule la demande, un rapport technique des installations. Ce document tiendra lieu d'état des lieux contradictoire. L'acheteur garantit au titulaire le libre accès en toute sécurité à ses ascenseurs, portes automatique, barrières, rideaux concernés de façon à lui permettre d'assurer les prestations à tout moment.

### **6.7.4. Obligation de sécurité**

L'acheteur reste le gardien de ses installations. Le contrat ne l'exonère pas de ses obligations légales et réglementaires et plus généralement de son obligation de sécurité lui incombant à ce titre.

Si un fait anormal quelconque (dysfonctionnement, bruit, vandalisme, comportement anormal d'utilisateur, etc..) concernant une installation sous contrat se produit, l'acheteur met immédiatement l'installation à l'arrêt et prend les mesures utiles pour en interdire l'usage. L'acheteur dans ce cas signale aussitôt au Titulaire - par tous moyens à sa disposition - le fait constaté.

L'acheteur informe également le Titulaire en cas :

- De panne sur installation. Cette information, qui peut également être donnée par les utilisateurs, donne preuve du point de départ des délais d'intervention du Titulaire
- D'intervention de tiers survenant sur l'installation
- D'incendie, dégât des eaux, démolition, destruction, fermeture de l'immeuble. Pendant la période éventuelle de fermeture, il sera trouvé un accord sur des mesures conservatoires pour éviter de graves dommages et la levée de la redevance.

## **ARTICLE 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **7.1. Obligations courantes du titulaire**

#### **7.1.1. Sécurité**

##### **7.1.1.1. Dispositions communes**

Le titulaire est également responsable de la sécurité de son personnel. A ce titre, il doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'une carte de son entreprise, avoir une tenue réglementaire et identifiable (logo ou nom du titulaire), adaptée au travail à réaliser conformément à la législation en vigueur et être équipé de tout matériel de nature à assurer sa sécurité pendant ses interventions (casque, gants, harnais, etc.).

Le non-respect de ce point, sur simple constat du représentant de l'acheteur, entraînera sur-le-champ l'obligation de quitter le chantier. Un signalement écrit sera adressé au responsable du titulaire l'informant de cette décision. L'autorisation de poursuivre le chantier sera subordonnée au respect des obligations indiquées ci-dessus.

#### **7.1.1.2. Dispositions spécifiques à la maintenance**

Le titulaire doit informer sans retard, le représentant de l'acheteur de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité.

En conséquence, toutes les interventions permettant d'améliorer les conditions de travail des salariés du titulaire pourront être réalisées par cette dernière, à son initiative, mais avec l'accord de l'acheteur.

Néanmoins, il est précisé que toutes les interventions définies ci-dessus, resteront à la charge du titulaire et ne seront en aucun cas payées par l'acheteur.

#### **7.1.1.3. Dispositions spécifiques aux travaux**

Le titulaire s'engage à laisser en fin de marché les locaux mis à sa disposition et les installations, en bon état de propreté et de fonctionnement. L'exécution de cette obligation sera constatée par un état des lieux et procès-verbal, établis contradictoirement entre les parties.

Les remises en état éventuelles ou travaux d'entretien seront effectuées à la charge exclusive du titulaire et devront être exécutées dans un délai maximum d'un mois à compter de la date d'établissement du procès-verbal. A défaut, celles-ci seront effectuées par l'acheteur aux frais exclusifs du titulaire sortant.

#### **7.1.1.4. Dispositions communes relatives à l'amiante**

Dans les 15 jours suivant la notification du marché, le titulaire devra :

- Rédiger un mode opératoire de principe pour chaque situation pouvant être rencontrée,
- Présenter ces documents à l'inspection du travail et à la CARSAT,
- En communiquer une copie à l'acheteur.

Le non-respect de cette procédure entraînera la résiliation du marché conformément du présent CCAP.

En tant qu'employeur, le titulaire est tenu de respecter les dispositions législatives et réglementaires qui lui sont opposables. A ce titre, le titulaire s'assure de la formation des personnels en conformité avec les exigences du décret du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et fournira à l'acheteur les attestations de compétence en cours de validité correspondantes (au moins un personnel d'encadrement technique, au moins un personnel d'encadrement de chantier et au moins un personnel opérateur de chantier).

### **7.1.2. Responsabilité**

Le titulaire sera responsable de tout dommage direct et/ou indirect, matériel et/ou immatériel causé aux biens ou aux personnes par sa faute exclusive.

La responsabilité du titulaire ne saurait être recherchée pour les conséquences d'intervention de l'acheteur, de personnes ou de sociétés tierces au contrat sur les ascenseurs sans accord préalable écrit ou dans des conditions non approuvées.

Le titulaire, après une telle intervention, pourra réaliser à charge de l'acheteur une analyse de sécurité. A la suite d'interventions non acceptées par ses soins, le titulaire pourra facturer à l'acheteur les travaux de remise en état.

Le titulaire s'engage à laisser en fin de marché les locaux mis à sa disposition et les installations, en bon état de propreté et de fonctionnement. L'exécution de cette obligation sera constatée par un état des lieux et procès-verbal, établis contradictoirement entre les parties.

Les remises en état éventuelles ou travaux d'entretien seront effectuées à la charge exclusive du titulaire et devront être exécutées dans un délai maximum d'un mois à compter de la date d'établissement du procès-verbal. A défaut, celles-ci seront effectuées par l'acheteur aux frais exclusifs du titulaire sortant.

### 7.1.3. Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra justifier, dans les 5 jours calendaires à dater de la notification d'attribution du marché et avant tout commencement d'exécution, d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution et du paiement des primes.

Ces assurances doivent être suffisantes ; elles doivent être illimitées pour les dommages corporels.

Les franchises souscrites par les sociétés restent à leur charge exclusive.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1242 et 1384 du Code civil.

Le titulaire précisera dans son offre les risques couverts par son assurance et le montant des garanties pour chaque risque.

Toute modification des clauses devra être signalée à l'Université RENNES 2 via l'adresse [achatsmarches@univ-rennes2.fr](mailto:achatsmarches@univ-rennes2.fr)

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### **Pour le lot 1 uniquement :**

**Le titulaire précisera dans son offre les risques couverts par son assurance et le montant des garanties pour chaque risque.**

**A ce titre, le titulaire devra justifier obligatoirement lors de la remise de son offre que son assurance prend en charge le remplacement intégral des clefs et cylindres en cas de perte d'une ou plusieurs clefs et que celle-ci couvre ce remplacement à hauteur estimée de 100 000 € TTC.**

**Il fournira une attestation de son assureur justifiant que sa police contient des garanties suffisantes en rapport avec les prestations.**

### 7.1.4. Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire a une obligation de conseil notamment en matière de maintenances préventive et curative.

### 7.1.5. Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

- 1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :
  - une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
  - une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.
- 2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :
  - sa date d'embauche ;
  - sa nationalité ;
  - le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- 3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :
  - une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).
- 4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :
  - une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).
- 5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :
  - un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
  - un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

### 7.1.6. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;

- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### **7.1.7. Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### **7.1.8. Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### **7.2. Confidentialité et protection des données personnelles**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## **ARTICLE 8. LITIGE ET SANCTIONS**

### **8.1. Pénalités**

Les pénalités définies ci-après pourront être cumulatives.



Les pénalités pourront être appliquées, sans mise en demeure préalable, par l'acheteur en fonction de l'origine du manquement et des circonstances.

Les pénalités, si elles sont appliquées, seront payées par déduction opérée sur la première facture présentée le titulaire postérieurement au constat du manquement, ou par l'émission d'un titre de recettes par l'Université concernée.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxe du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités d'un montant inférieur à 1 000 € HT.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS :

- les pénalités pourront être appliquées sans mise en demeure préalable en fonction de l'origine du manquement et des circonstances,
- les pénalités de retard forfaitaires listées en Annexe A au CCAP sont prévues au titre du présent accord-cadre.

Le titulaire peut solliciter par écrit une prolongation du délai d'exécution. L'accord de l'acheteur permet au titulaire d'être exonéré de l'application des pénalités de retard. Cette prolongation peut notamment être justifiée par des difficultés imprévues.

## **8.2. Autres stipulations**

### **8.2.1. Délai de carence**

L'acheteur se réserve la possibilité de faire prendre, aux frais du titulaire, les mesures nécessaires pour assurer par d'autres moyens la marche normale de l'installation, si les désordres constatés et décrits dans les articles précédents perdurent plus de deux jours consécutifs après une première mise en demeure effectuée par l'acheteur, via la plateforme de ce dernier avec avis de réception.

Si le titulaire n'est pas en mesure d'apporter une solution totale aux dysfonctionnements précédemment évoqués, dans un délai d'une semaine après réception de la lettre mentionnée ci-dessus, l'acheteur pourra alors résilier le contrat par simple envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire ne pourra alors exiger aucune indemnité, les carences relevées étant assimilables à une faute grave.

Enfin, quelle que soit la procédure engagée, les pénalités visées dans le présent document ainsi que celles visées éventuellement dans le CCTP continuent de s'appliquer tant que la situation n'est pas conforme aux données contractuelles ou tant que le contrat n'est pas résilié.

### **8.2.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire**

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### 8.2.3. Indisponibilité

Conformément à l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et services, un matériel est indisponible lorsque son usage est rendu impossible. L'indisponibilité débute :

- Dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition à l'acheteur des éléments en état de marche.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- 8 heures ouvrées pour une maintenance préventive ;
- 15 jours consécutifs pour une maintenance curative.

### 8.2.4. Règlement des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivants du CCP) ou à la DREETS (<https://dreets.gouv.fr/>).

## 8.3. Résiliations

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS. Elles sont également complétées par les préconisations suivantes :

### 8.3.1. Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, l'acheteur pourra résilier le marché, sans indemnité, en cours d'exécution et aux torts exclusifs du titulaire, par décision expresse :

- Si des dysfonctionnements constatés et répétés n'étaient pas corrigés, tels que (liste non exhaustive) :
  - Défaut d'entretien des serrures (par exemple : constat d'une porte palière ouverte, cabine hors zone),
  - Maintien en service d'un appareil avec un organe de sécurité non opérationnel,
  - Action volontaire visant à inhiber le fonctionnement d'un dispositif de sécurité,
  - Absence de marquage « CE » sur un dispositif de sécurité installé après le 24 août 2000,
  - Modification ou falsification d'une plaque de caractéristique d'un dispositif de sécurité,
  - Absence d'essai annuel des éléments de sécurité (parachute, limiteur),
  - Absence de visite de câbles, chaînes ou courroies de suspension,
  - Fausses déclarations répétées sur le carnet d'entretien ou pour des levées de réserves,

- Défaut d'entretien,
- Mauvais fonctionnement,
- Etc....
- Si les délais n'étaient pas respectés tels que (liste non exhaustive) :
  - Retard d'intervention,
  - Retard constaté sur la fréquence des visites périodiques sur un même ascenseur,
  - Etc. ...
- En cas de sous traitance non déclarée,
- En cas de manquement du titulaire ou de son sous-traitant aux consignes de sécurité, et sans avertissement préalable,
- En cas d'inobservation par le titulaire des documents contractuels constituant le présent marché.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de l'administration. Le marché résilié est liquidé sur la base des prestations réellement exécutées jusqu'à cette date.

### 8.3.2. Résiliation pour évolutions réglementaires

Les évolutions réglementaires impactant l'économie du marché sont intégrées par voie d'avenant. Dans le cas où l'économie du marché se trouve modifiée au-delà des conditions définies par le Code de la Commande Publique, l'acheteur peut résilier le présent marché moyennant un préavis de 6 mois, sans contrepartie financière.

### 8.3.3. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Rennes  
 3 Contour de la Motte  
 35044 Rennes Cedex  
 Téléphone : 02 23 21 28 28  
 Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr  
 Site internet : rennes.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## ARTICLE 9. FIN DU CONTRAT

### 9.1. Propriété intellectuelle

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

### 9.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

À tout moment, l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire percevra à titre

d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,0 %.

### 9.3. Certificat de bonne exécution

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

### 9.4. Garantie

Conformément à l'article 33 du CCAG-FCS, les prestations font l'objet d'une garantie d'un an et les fournitures du présent contrat sont garanties pendant la période légale, pièces, main d'œuvre et déplacement compris, à compter du jour de la livraison en cas de mauvais fonctionnement (usure normale exclue). En cas de défaut, la fourniture est changée gratuitement.

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière. A cet effet, à la demande de l'administration et conformément à l'article 22 du CCAG-FCS, le titulaire du marché donnera aux acheteurs, toutes les facilités nécessaires pour surveiller la fabrication dans les usines ou ateliers du fournisseur ou des sous-traitants éventuels.

Si durant une période de garantie de 6 mois après la livraison, suivant la nature des produits, la fourniture ou la partie de la fourniture devait s'avérer défectueuse, le titulaire du marché se trouverait dans l'obligation de procéder à son remplacement.

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes auxquelles elles seront assujetties.

**IMPORTANT** : D'une manière générale, toutes pièces remplacées et couvertes par une garantie doivent être mentionnées à l'acheteur sur le rapport d'intervention avec la date d'effet de garantie.

## ARTICLE 10. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

#### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

Articles CCATP	Articles CCAG-FCS
6.3.3	28.2, 29 et 30
7.1.3	9.2
8.1	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
8.3.1	41
10	1.2

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)